Bulletin œcuménique

NUMÉRO 7 PARAÎT 8 FOIS PAR ANNÉE OCTOBRE 1983

interrogation

JEÛNE INTERNATIONAL POUR LA VIE

mobilisation pour la paix

Nous voulons tous manger. Nous voulons tous être sûrs d'avoir encore à manger demain. Et le lendemain. Et dans un mois...

Mais faut-il chercher cette sécurité au prix de la course aux armements ? Au prix de 40'000 personnes mortes de faim chaque jour ?

DU PAIN POUR TOUS, PAS DES ARMES...

Dans le cadre du JEUNE INTERNATIONAL POUR LA VIE, 13 personnes ont jeûné 40 jours. Leur action a déclenché une solidarité internationale. Il est important que ce mouvement s'amplifie : IL FAUT QUE CHACUN S'Y METTE. Si nous ne sommes pas d'accord avec la course aux armements nous devons le DIRE A HAUTE VOIX, en rejoignant les groupes qui s'organisent actuellement (déjà 40 en Suisse). La force potentielle que nous représentons, en s'exprimant FERA CHANGER LES CHOSES.

QUI NE DIT MOT CONSENT

TOUTES SORTES D'ACTIONS SONT POSSIBLES :
- Coller l'affiche "Jeûne pour la vie" à vos fenêtres, sur votre balcon...
- Ecrire aux autorités locales - fédérales - internationales
- Refus de 20 % de la taxe militaire et/ou de l'impôt fédéral direct
- Rejoindre ou constituer un groupe dans votre région

MANIFESTATION NATIONALE A BERNE, LE 5 NOVEMBRE

Centrale renseignements : CMLK, Béthusy 56, 1012 Lausanne, Tél. 021/32 27 27

Rédaction
Ch. des Croix-Rouges 16
CH – 1007 Lausanne
CCP 10-10580

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Le Coin 43, CH-2314 La Sagne
CCP : 23-5046

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-7786

GVOM
Le Coin 43
CH-2314 La Sagne
CCP : 10-20968

Changements d'adresses : prière de les annoncer directement au mouvement concerné.

La parole est d'or

Esope, fabuliste grec, avait été prié par son maître, à l'époque où il était encore esclave, de préparer pour ses invités le plus délicieux des mets, selon lui.

Esope prépara ce jour-là de la langue, et il s'expliqua :

"La langue est l'instrument le plus merveilleux mis au service de l'homme pour exprimer son amour, pour consoler, pour transmettre son savoir, pour dire sa joie et la communiquer aux autres. Oui, c'est bien le plus délicieux des mets que je pouvais offrir aux invités de mon maître !"

Son maître lui proposa de préparer pour le lendemain le plat qui lui semblerait le plus nuisible à l'homme. Et Esope leur prépara à nouveau de la langue !

Devant l'étonnement des convives, Esope déclara :

"A-t-on jamais vu un organe plus dangereux que la langue ? C'est par elle que des familles se détruisent, que des nations se battent, que par les mensonges distillés par elle des hommes se déchirent. Oui, c'est bien répugnant et malfaisant que cette langue !"

Et, dit la légende, le maître l'affranchit ce jour-là.

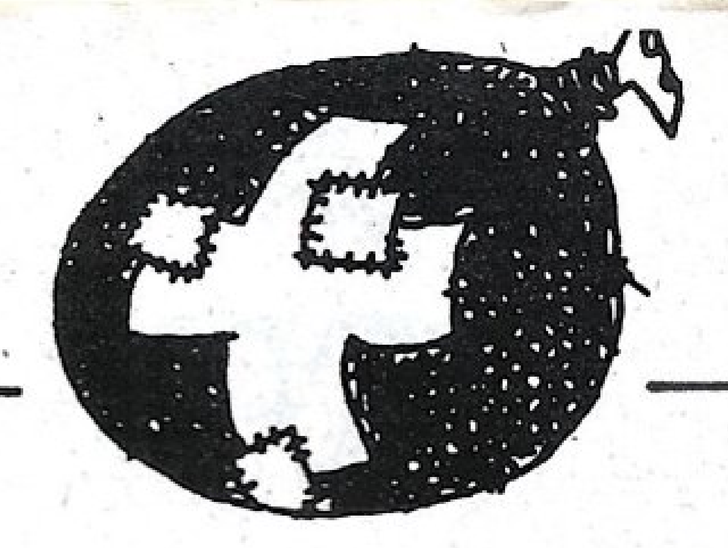
J'aime bien cette histoire, car elle me fortifie dans ma conviction que la parole, la communication, les moyens d'entrer en contact avec les autres donc, peuvent être bienfaisants ou malfaisants selon l'usage que l'on en fait.

Dans ma vie de tous les jours, la vôtre aussi, combien de fois nos paroles, ou leur absence, peuvent être dangereusement importantes. Et, plus encore, notre demi-parole. C'est-à-dire, quand nous ne parlons qu'à demi. Quand nous ne disons pas ce que nous devrions dire, par lâcheté ou commodité.

La sagesse populaire dit souvent qu'il vaut mieux se taire que dire des bêtises. Je ne suis pas d'accord ! Je regrette sincèrement tous les mots de tendresse que je n'ai pas dit au bon moment, autant que les "vacheries" qui m'ont parfois échappé.

Parler au bon moment, se taire quand il le faut, c'est cela la vraie question !!

Régina MUSTIELES



NON-VIOLENCE ET SOUS-PROLETARIAT

Les combats non-violents qui ont marqué l'histoire ont été entrepris avec et pour ceux qui sont parmi les plus défavorisés de notre société, ceux qui subissent à l'extrême les violences de l'ordre établi.

Parce que le sous-prolétariat subit à l'extrême toutes les violences de notre société, on peut dire qu'il témoigne par lui-même de l'avancement de nos sociétés vers la voie de la non-violence.

Par la violence d'oppression, par la violence économique imposées, par la violence d'exclusion, le sous-prolétariat subit le mépris et la non-reconnaissance de ses droits. A toutes ces formes de violence, la réplique des sous-prolétaires n'est pas une violence révolutionnaire, mais plutôt quelque chose d'une violence délinquante, peu organisée, un cri de révolte tourné vers leur propre milieu ou leur environnement.

Et c'est cette violence même qui fait des défavorisés les premières victimes de la répression : emprisonnements fréquents, placements des enfants, mises sous tutelle, limitations de nos droits fondamentaux. La condition sous-prolétarienne est en elle-même un reflet des degrés de violence que notre société peut atteindre et que beaucoup subissent.

C'est pourquoi il est important de considérer le sous-prolétariat comme référence de nos projets de lutte non-violente.

Résumé tiré d'un écrit de Xavier GODINOT, article paru dans la revue "Non-violence politique", mai 1968.

POURQUOI LA VIOLENCE DANS CE MILIEU ?

D'ABORD POUR ÇA :

- Ils m'ont traité de voleur...
- Ils se sont moqué de mon petit frère...
- Ils m'ont dit que mon père c'était un ivrogne...
- Toujours ils sont après nous...
- Ils ont dit qu'à la cité on était tous de la RACAILLE...
- J'les aurai !...

C'est quand il n'est plus possible
de parler, ni de comprendre
quand on ne peut plus SUBIR
Que naît la VIOLENCE pour affirmer
qu'on existe

Line TRINKLER
Gilbert ZBÄREN

INTERLIGNES



TIROIRS-CAISSES

Il y a plusieurs façons de gérer ses affaires et son commerce. Une recette en tout cas s'impose : l'ordre et l'organisation. Commencez par les produits et ne vous faites pas de soucis, car l'électronique vient à votre secours. Faites-lui donc confiance. Adoptez la barre-code, un système qui a fait ses preuves, puisque les deux tiers des biens de consommation en vente dans les super-marchés du pays sont désormais munis de ce nouveau symbole. Des chiffres, treize en tout (et tant pis pour les superstitieux). Et des stries, grasses, maigres, verticalement bien alignées. Ce code optique aidera votre ordinateur à vous renseigner à tout instant sur l'état de vos stocks et à mener vos études de marché dans le meilleur des délais. Ce système vous permettra également de faire, aux caisses, quelques économies appréciables de personnel et - surtout - de personnel qualifié.

Une fois vos produits répertoriés et codés, je vous conseille de chercher encore à mieux différencier votre clientèle. C'est d'ailleurs dans son intérêt que tous ces investissements un tant soit peu onéreux sont consentis. Au point où nous en sommes, je vous signale le nouvel instrument fiable de marketing dont nous disposons en Suisse. Un institut lucernois l'a tout récemment dévoilé au grand public (relisez vos journaux de septembre). Il consiste en une classification des consommateurs selon leurs caractères, aspirations et comportements. Ici nul besoin de chiffres ni de barres. Une simple lettre, grecque. Je simplifie. Alpha : ceux qui ont le sens de l'entreprise et de la politique (radicale ou libérale). A l'autre bout de la chaîne, oméga : ceux qui sont toujours en retard (d'une guerre et de ses provisions annexes). Et autres retardés. A retenir encore deux types dont les attitudes peuvent influencer la marche de vos affaires. Les gamma (comme "grün"), reconnaissables à leur goût prononcé pour les marchés alternatifs (comme ils disent). Et (heureusement) les plus nombreux, les bêta, remarquables au travail, aspirant au bien-être et à la propriété.

Ah ! J'allais oublier.
Mais promettez-moi de n'en rien dire à personne. Ces outils de gestion moderne comportent quelques risques que je ne vous cacherai pas. Imaginez seulement que l'un ou l'autre de vos clients - par hasard, accident ou malveillance - tombe en possession de vos codes de classement. Il pourrait en résulter de graves inconvénients pour vous et ceux qui bénéficient de votre esprit d'initiative. Dans ce cas, n'hésitez pas à donner, dans les faits, des réponses très énergiques. Ce n'est pas parce que, en d'autres temps et sous d'autres cieux, la classification de la clientèle (selon les croyances, la couleur de la peau ou du passeport, voire l'épaisseur du porte-monnaie par exemple) a connu de malheureux excès et des solutions regrettables, qu'il faut, aujourd'hui, renoncer à l'une des conditions unanimement reconnues de la gestion saine et efficace.

Analphabêtement vôtre,

Bernard WEISSBRODT

INTERROGATION - EXPRES



Marie-Françoise et Dominique SUDAN sont établis depuis 3 ans à Dakar, avec le mandat de l'imprimerie St-Paul de Fribourg de réaliser un projet de développement dans le cadre de son imprimerie de mission.

- Le volontariat en Afrique est plus conçu sur le terrain, à l'écart des grands centres, et touche souvent les domaines de la médecine, du social et de l'enseignement. Comment concevez-vous votre intégration dans un milieu industriel d'une grande ville africaine ?

- Dakar est en effet un grand centre qui compte près de 800'000 habitants, où la plupart des industries du Sénégal y sont concentrées. L'imprimerie St-Paul de Dakar étant au service de la presse catholique, il est nécessaire qu'elle soit située à un carrefour géographique, culturel et économique important pour qu'elle puisse justifier son existence. La presse catholique prend une grande importance dans les milieux défavorisés, elle est un outil de développement, un soutien moral et un moyen d'échange efficace de la communauté chrétienne.

- On parle beaucoup de coopération technique au Sénégal. Quel est votre point de vue quant à l'apport technologique que nos pays industrialisés sont supposés apporter ?

- Au fil des ans, la coopération au tiers monde a pris différents aspects. Elle a d'abord constitué en des dons; puis l'utilisation des dons a mieux été suivie par l'envoi d'un personnel étranger sur place. Mais tout ce qui a pu être entrepris n'a pas toujours correspondu aux besoins réels du pays, peut-être par manque de connaissances d'un mode de vie totalement différent du nôtre. La plupart des pirogues de pêche artisanale du pays ont été équipées d'un moteur. Mais les problèmes de maintenance, d'approvisionnement en pièces détachées, de financement pour l'achat de l'essence ne sont pas totalement résolus. Il y a là un problème d'infrastructure qu'il faudrait pouvoir résoudre avec les principaux intéressés avant le lancement pratique du projet, sinon tout ce qui a été entrepris ne servira pas. De nombreux projets sophistiqués se sont montrés inadaptés parce que démesurés et n'apportant au pays qu'une fausse image de développement, image de ce qui se fait en Europe. Heureusement la situation change peu à peu; des équipes réduites de techniciens se sont disséminées dans le pays et déterminent avec les indigènes les besoins réels des populations.

- En tant que blancs et étrangers, donc "riches" par rapport aux indigènes, comment percevez-vous la relation sociale avec le milieu qui vous entoure ?

- Le toubab, le Blanc, quelle que soit sa fonction, son engagement, son mode de vie dans le pays, est immédiatement riche face à la majorité des indigènes. Certains coopérants n'entreprennent rien pour améliorer cette image d'eux-mêmes et pensent davantage à "faire" de l'argent sans se soucier de l'utilité de leur présence dans le pays. Cette façon de vivre, d'exposer ses biens et de vouloir montrer sa "supériorité" est perçue très négativement par les Africains. Il ne faut pas s'étonner si parfois dans la rue, les Blancs se font traiter de capitalistes ou de voleurs. Il ne s'agit pas de devoir vivre à l'africaine, de distribuer ses biens et de rejeter tout ce qui vient d'Europe, mais il faut apprendre à vivre avec simplicité, partager son expérience, ses idées, ses problèmes et satisfactions quotidiennes. En fait, il s'agit davantage d'un problème de comportement, de savoir-vivre et non d'un problème matériel.

- Le gouvernement sénégalais invoque souvent le terme de la "sénégalisation", spécialement en ce qui concerne les commandes du pays. Comment comprenez-vous la succession du pouvoir technologique et par conséquent du pouvoir de l'argent jusqu'à maintenant assuré par les Blancs ?

- La plupart des pays africains disposent d'une nouvelle génération d'ingénieurs, de techniciens formés dans leur pays, donc sensibilisés aux besoins véritables de leurs pays. Le remplacement des cadres étrangers par des nationaux est compréhensible et louable. Pour que l'africanisation des cadres réussisse, il faut qu'ils reçoivent la confiance et l'appui de leurs subordonnés tout d'abord, ce qui n'est pas toujours évident car l'image du Blanc qui "sait tout" reste très forte, mais aussi de leur gouvernement et de leurs correspondants étrangers. L'imprimerie St-Paul est actuellement en pleine phase de restructuration. L'offset et la photocomposition y ont été installées. Après une période de formation qui a duré plus de deux ans, le personnel de l'imprimerie est à même de travailler de manière indépendante avec des moyens de production modernes que bien des imprimeries européennes envieraient.

Alexandre SUDAN

AULA MAGNA DU CHATEAU
D'YVERDON

SAMEDI 12 NOVEMBRE
****

JOURNEE-DEBAT SUR UN SERVICE CIVIL EN SUISSE

Mouvements organisateurs : SOCIETE DES AMIS - EIRENE - L'ESSOR - FEMMES POUR LA PAIX - FSF - GVOM - MIR - PAX CHRISTI (section romande) - FEDERATION ROMANDE DFS SOCIALISTES CHRETIENS

PROGRAMME :

10.45 h. Les buts d'un service civil en Suisse
Débat avec des objecteurs de conscience

12.30 h. Repas

14.15 h. Conférence de Louis-Albert ZBINDEN :
"Le patriotisme de la non-violence"

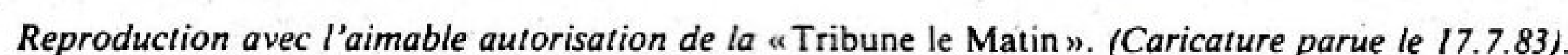
15.00 h. Débat public avec la participation de Mme Monique BAUER-LAGIER, conseillère aux Etats (Genève), du divisionnaire Denis BOREL (N'tel) M. l'abbé Claude DUCARROZ, aumônier romand de Pax-Christi (Lausanne) et de M. Jean-Philippe JEANNERAT, du Comité de l'initiative pour un authentique service civil.

16.30 h. Clôture

Pour le repas de midi dans les restaurants de la ville d'Yverdon, chacun s'inscrit personnellement auprès de M. Luc FRANCEY, 1422 Grandson, tél. 024/24 36 84.
Pour ceux qui désirent pique-niquer, la grande salle de la paroisse catholique est à disposition.

FLASH

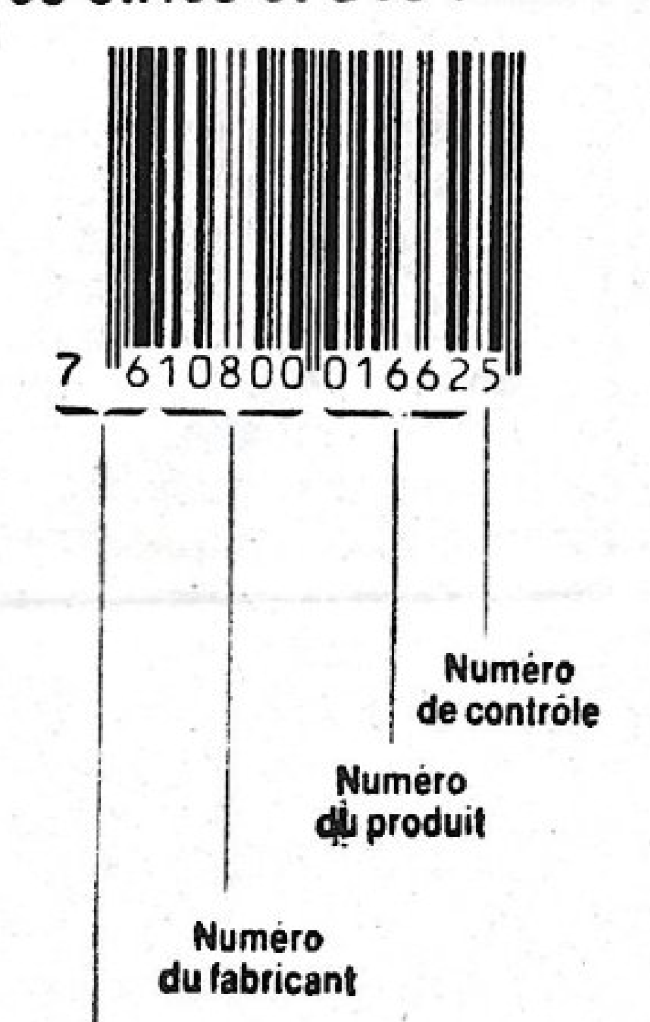



Reproduction avec l'aimable autorisation de la « Tribune le Matin ». *(Caricature parue le 17.7.83).*

D'étranges signes cabalistiques apparaissent sur les emballages d'un nombre croissant de produits. Des stries, des chiffres auxquels le client ne comprend rien, mais que l'ordinateur, lui, décrypte en un rien de temps. La « barre-code » cache en effet une série d'informations intéressantes pour le commerçant, de quoi contrôler l'état de ses stocks sur-le-champ. La caissière n'a plus à taper le prix des articles sur sa caisse enregistreuse. Un lecteur optique tenu à la main s'occupe de ce travail par un décodage ultraprécis. De nombreux commerces suisses s'apprêtent à adopter le système. Pour sa part, le syndicat des vendeurs ne dissimule pas une certaine inquiétude. — TLM● 24.9.83

Code à 13 positions

Des stries et des chiffres



MANIFESTATION INTERDITE À PAYERNE

Des jeûneurs mal vus

Le groupement broyard Jeûne pour la vie avait prévu une action publique à l'occassion du Jeûne fédéral. Il avait décidé de se réunir au cours d'une veillée silencieuse et aux flambeaux, dimanche soir, sur la place du Tribunal à Payerne. Il a annoncé cette manifestation par voie de presse locale et par affiches. La manifestation n'aura pas lieu car elle a été interdite par la Municipalité.

Concerne le rassemblement des jeûneurs en faveur du gel des armements nucléaires : « Tenant compte du fait qu'un service religieux se déroulera à l'Abbatiale à ce moment-là, notre autorité a estimé ne pas être en mesure ni en droit de troubler la quiétude des fidèles qui profiteront de ce moment de recueillement à l'occasion du culte officiel du Jeûne fédéral », écrit la Municipalité qui, en post-scriptum, cite le Tribunal fédéral : « Les autorités ont le droit d'interdire une manifestation sur une place publique afin de lui conserver un caractère de tranquillité ainsi que d'en exclure l'utilisation à des fins politiques, les dimanches et la nuit. »

Le groupe broyard est d'autant plus choqué par la décision municipale que la ville de Morges a autorisé un autre groupe à manifester toute la nuit sur la voie publique, devant une église, de 22 h samedi à 6 h dimanche. Pour leur part, les manifestants de Payerne, malgré les affiches et les annonces, ne pensaient pas être beaucoup plus d'une vingtaine. De plus, ils s'étaient interdit tracts et discours.

Finalement ils respecteront l'interdiction. Les uns assisteront au culte. Ensuite, le même soir tous devraient quand même se réunir pour veiller à l'intérieur d'un autocar stationné sur la place du Tribunal de Payerne. — ♣-M.-L. G. TLM 18.9.83

ZAÏROIS « PIZZAIOLO »

Racisme à Genève

Encore une histoire de racisme à Genève. Le patron d'un restaurant engage un garçon de cuisine. Signe particulier : ce dernier est Zaïrois. Très efficace dans son travail, il devient vite « pizzaiolo ». Mais certains clients, voyant cet Africain mettre la main à la pâte, prennent la fuite. Résultat : le Zaïrois ne fait, désormais, plus de pizzas. — TLM● 1.10.83

Taxe d'exemption du service militaire

701 439 fr. en 1982

En 1982, le produit net de la perception de la taxe d'exemption du service militaire due par des personnes domiciliées dans le canton et par des ressortissants fribourgeois établis à l'étranger s'est élevé à 3 507 195 francs. Les quatre cinquièmes reviennent à la Confédération, soit 2 805 756 francs, le reste (701 439 francs) au canton.

12 337 personnes domiciliées dans le canton étaient assujetties à cette taxe l'an passé. En moyenne, elles ont dû verser près de 300 francs chacune, soit au total 3 686 023 francs. Les Fribourgeois du dehors ont versé en tout, soit directement à leur consulat, soit par des représentants en Suisse, près de 90 000 francs.

Aux recettes du canton s'ajoutent 22 806 francs dont plus de 18 000 francs au titre d'émoluments de sommation. Mais durant le même exercice, diverses taxes ont été annulées « en raison de l'accomplissement d'un service ou à la suite de réclamations », précise le compte rendu du Conseil d'Etat. En 1982, le bureau de la taxe militaire a traité 215 réclamations. La valeur de ces annulations se chiffre à plus de 104 000 francs. Certaines taxes n'ont pu être perçues « pour cause de prescription ». Dans ces cas, le « manque à gagner » se chiffre à quelque 20 000 francs.

A la fin de l'année dernière, le montant total des taxes militaires impayées s'est élevé à plus de 400 000 francs dont la moitié était due par 471 assujettis pour des taxes prononcées dans l'année de décompte. Mais plus de 500 personnes ont des retards plus importants. Le rapport y relatif précise que plus de 200 000 francs, représentant des taxes des années 1974 à 1981, n'étaient pas encore rentrés. — dr

TLM

MORT DES FORÊTS

Une manif

Environ 500 personnes ont participé hier à Weinfelden (TG) à une manifestation contre la mort des forêts, à l'appel des Partis socialistes de Thurgovie, Schaffhouse, Saint-Gall et Appenzell Rhodes-Extérieures. Les organisateurs ont dénoncé la mauvaise santé des forêts thurgoviennes même si leur état n'est pas encore aussi dramatique que celui des forêts allemandes voisines. Le conseiller national Hans Schmid, de Saint-Gall, a rappelé les mesures immédiates préconisées par les socialistes pour stopper la mort des forêts : réduction des émanations de gaz selon les normes américaines, contrôle de la combustion d'essence et limitation de la vitesse. — (ats)

Lib. 3.10.83

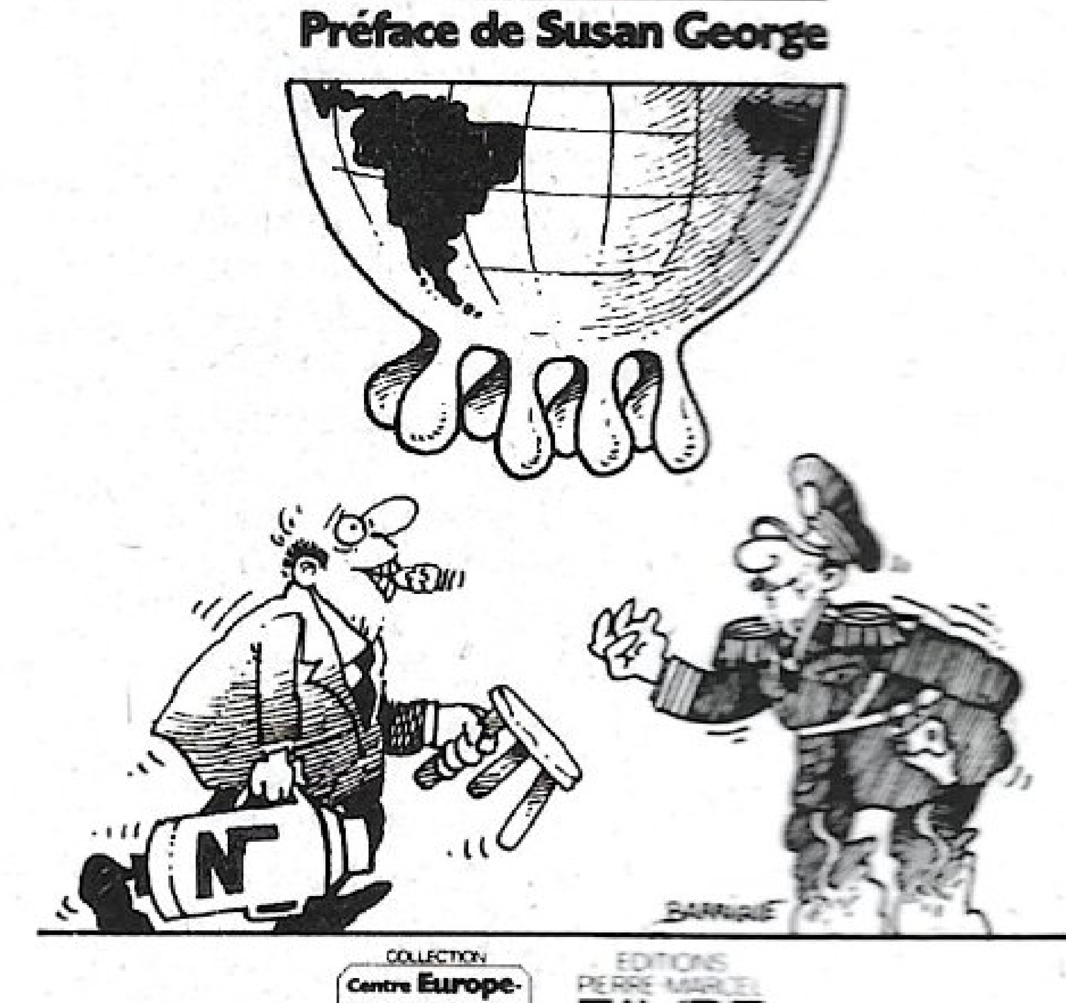
Un vent « zieglérien » est-il en train de souffler sur Nestlé ? Dans un volumineux pavé fraîchement sorti de presse, un sociologue québécois travaillant à Genève, M. Pierre Harrisson, tire sur l'entreprise veveysanne en relatant — c'est le sous-titre du livre — les « Faits et méfaits d'une transnationale en Amérique latine ». L'ouvrage paru aux Editions P.-M. Favre à Lausanne a déjà fait réagir vertement la direction de Nestlé, qui dénonce le « caractère pamphlétaire du livre et son absence de sérieux scientifique ». Une polémique de plus sur les multinationales ? Plus exactement sur ce que l'auteur appelle une entreprise transnationale, abrégée E.T., mais un E.T. qui n'aurait à ses yeux rien des traits d'un extraterrestre tendre et intelligent.

Si Pierre Harrisson s'attaque à l'empire Nestlé plutôt qu'à une autre multinationale, c'est, précise-t-il, parce que c'est celle qui possède le plus de filiales dans le tiers monde, et surtout c'est celle qui pratique le plus le discours idéologique en défendant sa politique. « Les autres, comme Unilever par exemple, n'entrent pas dans toutes ces discussions », prétend Pierre Harrisson, un Québécois de 37 ans qui a acquis une formation de théologie, puis de sociologie à Genève, Paris et Mexico. Directeur du Centre Europe-tiers monde (CETIM) à Genève, il est aussi responsable d'une étude financée par le Fonds national de la recherche scientifique sur le thème « Perception du phénomène colonial par le mouvement ouvrier suisse » en collaboration avec le conseiller national socialiste Jean Ziegler.

TLM 3.10.83



Préface de Susan George



Gabriel Arnaud

4, rue Jean-Lantier, 75001 PARIS



l'occasion manquée

les négociations sur le commerce et le développement en recul

Du 6 juin au 3 juillet 1983, plus de 2 000 délégués, représentant 148 pays, se sont retrouvés à Belgrade (Yougoslavie) pour la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Rencontre Nord-Sud la plus importante de l'année, elle était particulièrement attendue pour les réponses qu'elle apporterait à quelques problèmes cruciaux des pays en développement au bord de la catastrophe, et par conséquent pour la signification, positive ou négative, qu'elle revêtirait quant à la volonté internationale de poursuivre le dialogue Nord-Sud en pleine crise économique mondiale.

On sait que la conférence de Belgrade a été plus qu'un demi-échec en raison du peu de mesures concrètes consenties par les pays développés. Pourtant il ne faudrait pas juger les résultats à ce seul critère. Rarement une conférence mondiale aura jeté une lumière aussi crue sur la situation actuelle du monde, c'est-à-dire à la fois sur l'interdépendance entre les riches et les pauvres et sur les rapports de forces qui utilisent cette interdépendance au profit des uns et au détriment des autres. Ainsi cette VI[e] CNUCED, qui aura connu les négociations les plus difficiles en raison de la crise et sera restée totalement incertaine jusqu'aux toutes dernières heures, aura-t-elle été finalement la plus « vraie », c'est-à-dire celle qui a le mieux traduit la situation actuelle des rapports de forces dans le monde.

quatre terrains d'affrontement

Préparée de longue main par le secrétariat général de Genève, la conférence de Belgrade avait à son ordre du jour quatre points principaux sur lesquels les pays, répartis en « groupes » (1), avaient évidemment des positions très éloignées :

- l'organisation des marchés des *produits de base*, et en particulier le soutien et la stabilisation des prix ;
- la situation du *commerce* mondial et en particulier le démantèlement des barrières protectionnistes ;
- les *questions financières et monétaires*, et en particulier la réponse aux énormes besoins de liquidités des pays du Tiers monde, l'allègement de leurs dettes et la stabilisation du cours des changes monétaires :
- et enfin, reliant l'ensemble de ces questions, l'analyse de la *situation économique dans sa globalité* et de son impact sur le développement.

D'autres points, comme la situation des pays les moins avancés (PMA), les transferts de technologie, les transports maritimes, les pays insulaires ou enclavés, la coopération entre pays en développement, devaient être examinés à part.

Si l'on tient compte des deux seuls groupes qui comptent réellement dans une pareille conférence, les Occidentaux (le groupe B) et les pays du Tiers monde (les « 77 »), leurs documents préparatoires reflétaient parfaitement leurs différences d'approche et l'éloignement de leurs positions.

les attentes du Sud

Les 77 avaient préparé, lors de leur « cinquième » réunion ministérielle » (28 mars/9 avril 1983) la « plate-forme de Buenos-Aires » présentant leurs demandes dans les divers domaines de la conférence, demandes élaborées en liaison étroite avec le secrétariat général de la CNUCED et dans une grande conformité avec les orientations du secrétariat.

Dans le domaine des produits de base, ils demandaient la mise en place et le démarrage, dès le 1[er] janvier 1984, du Fonds commun de stabilisation créé en 1980 mais non ratifié par un nombre suffisant de pays, la stabilisation et le renforcement des marchés, le financement compensatoire des recettes d'exportation ainsi que des mesures spéciales, pour la transformation, la commercialisation, le transport et la distribution. Ils demandaient également aux pays de l'Est de créer un fonds spécial destiné à garantir la compensation des déficits de leurs recettes d'exportation vers ces pays. La question du commerce était bien entendu au cœur de la conférence. Les 77 demandaient aux pays développés de ne pas prendre de nouvelles mesures protectionnistes mais, au contraire, de « *mettre au point des programmes d'action précis et de durée bien déterminée pour faciliter les ajustements de structure dans ceux des secteurs économiques où ils ont eu recours, pendant de longues périodes et à de nombreuses reprises, à des mesures protectionnistes ou à des subventions préjudiciables aux intérêts commerciaux des pays en développement* ».

Dans les domaines financier et monétaire, ils demandaient, en même temps qu'une réforme destinée à corriger les défauts structurels du système monétaire, un renforcement en quantité et en qualité de l'aide publique au développement

---

(1) *Le groupe dit des « 77 » (en raison de son nombre au cours des premières conférences) comprend les pays du Tiers monde auxquels s'ajoutent la Yougoslavie et la Roumanie (125 pays étaient représentés à Belgrade). Le groupe « B » se compose des pays développés à économie de marché et le groupe « D » les pays développés socialistes. La Chine siège à part de ces divers groupes.*

les négociations sur le commerce et le développement en recul.

(APD) et plus généralement une augmentation substantielle des ressources mises à disposition par les différentes institutions internationales (Droits de tirage spéciaux - DTS - du Fonds monétaire international - FMI -, prêts de la Banque Mondiale et de l'Aide internationale au développement - AID) et un allègement de la dette (actuellement de 700 milliards de dollars comportant un service annuel de 106 milliards de dollars). A cet égard, le secrétariat de la CNUCED avait chiffré à un minimum de 70 milliards de dollars les besoins financiers supplémentaires des pays en développement dans le cadre d'un programme d'urgence de deux ans pour les sauver de la catastrophe.
S'agissant plus particulièrement des PMA, les 77 demandaient que soit enfin appliqué le nouveau programme substantiel d'action (NPSA) mis en place lors de la conférence de Paris (septembre 1981), en particulier dans le domaine de l'aide financière et de l'allègement de leurs dettes (2).

la crise est structurelle

Enfin, s'opposant à ceux (notamment aux Etats-Unis et plusieurs pays développés comme le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon) qui considèrent qu'il s'agit seulement d'un phénomène ponctuel ou cyclique à court terme, les 77 ont réaffirmé avec force à Buenos-Aires leur conviction concernant la nature structurelle de la crise :
« *La crise actuelle de l'économie mondiale n'est pas un simple phénomène cyclique. Elle résulte avant tout de profondes inadaptations de structure dans presque tous les domaines de la vie économique internationale. Elle a contraint l'économie mondiale à des ajustements dont les pays en développement ont à supporter plus que leur part. Qui plus est, elle a sapé les principes et les règles de la coopération internationale, de même que les institutions-clés mises en place après la seconde guerre mondiale pour servir de cadre aux relations économiques internationales. D'ailleurs, ces institutions et leur mode de fonctionnement se sont révélées foncièrement incapables de soutenir les efforts de développement des pays du Tiers monde et de faire face à la crise. Outre que ces institutions manquent de ressources pour agir de façon efficace, leur conception même et leurs méthodes appellent une réforme, voire une refonte. A vrai dire, le « système » actuel a toutes les apparences d'un non-système.* »
« (...) *Devant cette réalité qu'est l'interdépendance, aucun pays ou groupe de pays, si puissant qu'il soit, n'est à même d'arracher à lui seul l'économie mondiale de la crise actuelle pour la remettre sur le droit chemin de la reprise, de la croissance et du développement* (...) »

Certes, la plate-forme de Buenos-Aires se présente encore comme une addition de demandes, souvent alignées sur les pays les plus exigeants ; mais la volonté clairement exprimée par les 77, et d'ailleurs reconnue par tous les pays présents à Belgrade, était de la proposer comme une base de négociation dans un esprit de dialogue et de consensus et non pas comme un catalogue de revendications à prendre ou à laisser.

la fin de non-recevoir du Nord

Les 77, à qui le groupe B avait souvent reproché leur manque de préparation lors des précédentes CNUCED, avaient peut-être espéré que les pays développés arriveraient également bien préparés avec des propositions, si possible constructives. Ce ne fut pas le cas. Le Conseil de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, qui regroupe en fait les pays membres du groupe B), réuni au niveau des ministres les 9 et 10 mai, n'a fait que confirmer le manque de volonté collective des grands pays industriels de relancer le dialogue Nord-Sud, manque de volonté déjà clair lors des sommets de Versailles (juin 1982) et de Williamsburg (mai 1983) après les timides espoirs de Cancun (octobre 1981). Dans leur communiqué final, les ministres de l'OCDE se sont contentés d'une vague déclaration d'intentions qui est loin de répondre aux propositions des 77 :
« (...) *Les ministres ont reconnu que la récession mondiale avait créé de très graves difficultés, en particulier pour la plupart des pays en développement les plus démunis. Ces derniers ne pourront surmonter les difficultés qu'en appliquant des politiques sévères et courageuses. A mesure que la reprise s'affirmera, ils devraient bénéficier d'une augmentation de la demande des produits qu'ils exportent et d'une hausse des prix des produits de base... Les ministres pensent cependant que l'aide extérieure demeure indispensable pour faciliter la reprise de leur développement à plus long terme. Aussi ont-ils décidé :*
- de maintenir et, dans toute la mesure du possible, d'accroître leur aide en vue de s'acquitter des engagements qu'ils ont pris concernant les objectifs internationaux d'aide, notamment pour les pays les plus pauvres ;
- de s'employer avec les institutions internationales compétentes à aider les pays en développement les plus démunis à mettre en œuvre les réformes difficiles requises par l'ajustement et nécessaires à la reprise du processus de développement ;

longue phase d'observation mutuelle

- d'assurer un financement suffisant, par tous ceux qui y participent, des institutions multilatérales de développement, en particulier de l'Association Internationale de Développement. »
Contrairement aux espoirs de certains pays du groupe « B » plus ouverts à des mesures concrètes de solidarité, comme la France, la Suède ou l'Autriche, le déroulement des travaux de la conférence allait accuser, voire accentuer le décalage entre les demandes des 77 et les positions de départ des pays développés. Trois phases se sont succédé.
Il y eut d'abord (du 6 au 22 juin), un premier temps d'observation mutuelle où les positions n'ont pratiquement pas évolué, les 77 reprécisant les éléments de la plate-forme de Buenos-Aires, le groupe « B » adoptant un profil bas derrière les Etats-Unis, suivis principalement de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne de l'Ouest, du Canada et sur plusieurs points du Japon. Pour sa part, le groupe D s'est contenté de réaffirmer quelques principes habituels de condamnation de l'impérialisme et du néo-colonialisme et de présenter son mode de coopération internationale comme le plus approprié.

---

(2) *Nouveau programme substantiel d'action : voir F/D n° 81-11.*

les négociations sur le commerce et le développement en recul.

Quant à la Chine, elle a adopté une attitude délibérément conciliatrice.

Au sein du groupe B, le ministre français de l'Economie, Jacques Delors, donnait dès le début le ton de l'ouverture : « *Les relations Nord-Sud sont au cœur de la mutation du monde (...) La réalité d'aujourd'hui que nous devons regarder en face, c'est la situation souvent dramatique de centaines de millions d'habitants des pays les plus pauvres (...) Dans une telle situation, le risque majeur est le repli sur soi et le protectionnisme (...) Nous devons aller beaucoup plus loin pour faire de l'interdépendance non pas un facteur qui concourt à l'approfondissement de la crise, mais au contraire l'élément central de diffusion d'une ère de prospérité nouvelle (...) Pour nous engager dans cette voie, nous devons reconnaître au préalable que la crise que nous vivons n'est pas seulement cyclique ou conjoncturelle mais qu'elle est l'expression d'une mutation économique et culturelle profonde. Ou bien nous nous donnons les moyens de prévoir et de contrôler le cours de cette mutation ou bien nous en subirons passivement les effets avec tous les risques. Tel est bien l'enjeu du dialogue entre les nations.* »

A la suite de cette analyse, dans la ligne des 77 et du secrétariat de la CNUCED, Jacques Delors proposait, au nom de la France, un certain nombre de mesures concrètes autour d'un « projet global » « (qui) *ne naîtra pas comme le Phénix de ses cendres mais d'une volonté sans faille et d'une avancée pragmatique, partout où des progrès sont possibles. C'est dans cet esprit que je voudrais souligner l'importance stratégique de l'aide publique au développement, marquer la priorité à donner aux pays les moins avancés, plaider pour la relance du commerce mondial et poursuivre la réflexion sur un nouvel ordre monétaire* ».

Ces propositions voulaient signifier l'esprit d'ouverture, mais sans pour autant se départir du réalisme indispensable avec lequel la délégation française abordait les travaux de Belgrade. Jacques Delors prenait aussi position contre les thèses défendues par l'administration Reagan sur les vertus de la libre entreprise et du libre jeu des forces du marché pour sauver l'économie mondiale de la faillite. Excédé, pour des raisons connues — et à notre avis justifiées — d'une position de force qui donne par ailleurs au dollar les moyens de contrecarrer, voire de briser, les efforts de relèvement de pays comme la France, Jacques Delors eut dès le début de la conférence — comme son collègue Claude Cheysson, à la fin — des mots sévères pour critiquer le dogmatisme libre-échangiste américain. Sévérité tempérée par un certain humour : « *Voici que moi, fils du monde latin et catholique, je me retrouve plus pragmatique que les enfants de Luther et de Max Weber.* »

le «no» américain

Peut-être ne croyait-il pas si bien répondre par avance aux positions qu'allait présenter quelques jours plus tard en séance plénière M. Kenneth W. Dan, sous-secrétaire au département d'Etat, avec une assurance tranquille (et « hautaine », se plaindront plusieurs délégués du Tiers monde). Oubliant même de mentionner la plate-forme de Buenos-Aires, M. Dan consacrait l'essentiel de son intervention à célébrer les vertus du libre-échange, la consolidation du système bancaire international autour des institutions existantes (Banque mondiale, FMI, ADI, GATT) ainsi que les efforts internes des pays pauvres :

« *Seul le renforcement du système mondial garantissant la liberté du commerce, des capitaux et des investissements est de nature à promouvoir une croissance économique pour tous les pays.* »

Quant au Fonds commun de stabilisation des matières premières, les Etats-Unis ont jusqu'à maintenant refusé de le ratifier, estimant que la plupart des accords déjà signés n'ont servi à rien : « *nous croyons davantage aux quelques accords qui visent à promouvoir les marchés et la commercialisation de certains produits de base* ». M. Dan n'a pas omis non plus d'insister sur le rôle de l'épargne privée dans les pays en développement : « *l'aide internationale ne doit pas se substituer à cette épargne* ».

Devant cette véritable douche froide, selon un représentant du groupe africain, les 77 ont reporté leurs espoirs sur l'Europe. Mais les délégations membres de la Communauté étaient elles-mêmes sceptiques devant l'attitude américaine. Et l'on touche là, à notre sens, un des problèmes majeurs de ce mode de négociation qu'est le passage obligatoire par le consensus à l'intérieur de chaque groupe. Pour être une force de proposition et d'avancée dans le groupe B, la Communauté doit d'abord se mettre d'accord et parler d'une seule voix. Or deux de ses membres parmi les plus importants, la RFA et la Grande-Bretagne, pratiquent notoirement des politiques conservatrices à la remorque des Etats-Unis. Que signifierait une position trop en flèche d'un pays comme la France, avec un commerce extérieur dépendant de l'économie allemande et face à un dollar dont chaque remontée nous écrase un peu plus ? Ainsi le jeu de la délégation française à l'intérieur de la CEE a été constamment marqué de prudence, devant se cantonner dans les limites du réalisme annoncé par Jacques Delors. De même, le jeu de la Communauté au sein du groupe B face aux Etats-Unis, Canada, Japon, Australie... Dans ce premier temps, qui a occupé les deux tiers de la conférence et a été décisif pour toute la suite, les Européens les plus ouverts ont feint de croire qu'il ne fallait pas heurter de front la délégation américaine afin d'aboutir à un consensus au sein du groupe B, se réservant d'« *être plus fermes durant la deuxième partie de la conférence lors des négociations finales avec les 77.* »

Mais cet immobilisme exaspérait d'autant plus les 77 que ceux-ci étaient arrivés à Belgrade avec des propositions concrètes et un esprit de dialogue auxquels le groupe B ne répondait que par quelques vœux pieux. Dénonçant le torpillage de la conférence par les pays développés, les 77 demandèrent le 22 juin une séance plénière où, par la voix de leur porte-parole M. Saïd Osman (Somalie), ils les sommèrent d'aboutir à des résultats concrets, les mettant en garde contre un échec qui aurait de graves retentissements sur les relations internationales.

imbroglio

Ni les efforts du président yougoslave, Lazar Mojsov, pour achever les travaux le jeudi 30 juin comme prévu et forcer ainsi la main aux négociateurs, ni la venue à Belgrade d'une vingtaine de ministres afin de trouver une fin honorable à des discussions sans fin, n'eurent les effets escomptés. Les travaux durent se poursuivre jour et nuit dans une tension et une désorganisation tragicomiques. La séance plénière de clôture dut être repoussée à plusieurs reprises en raison de l'énorme distance séparant toujours les 77 du groupe B. Devant ces atermoiements, le groupe africain et plusieurs pays latino-américains menaçaient de quitter purement et simplement la conférence pour la contraindre à faire un constat d'échec. Mais plusieurs déléga-

les négociations sur le commerce et le développement en recul.

tions, notamment française et yougoslave, s'employaient en même temps à remettre les négociations sur les rails. Les Français voulaient à tout prix éviter la confrontation et mettaient à profit la moindre ouverture pour la poursuite du seul vrai dialogue Nord-Sud de l'année. Le chef de la délégation, Denis Bauchard, finit par arracher de guerre lasse l'accord du groupe B sur un « paquet » de mesures proposées par la présidence yougoslave et acceptables par les 77. De leur côté, les Yougoslaves, appuyés par le secrétariat de la CNUCED et les Algériens, pesaient de tout leur poids de Pères-Fondateurs du non-alignement pour persuader les 77 les plus récalcitrants de ne pas claquer la porte.

vingt résolutions sans portée

Finalement, lors de la séance de clôture, achevée dimanche 3 juillet à l'aube, une vingtaine de résolutions ont été adoptées par consensus (avec des réserves américaines sur les points importants), mais ou bien ces résolutions concernent des domaines d'importance moindre, ou bien elles sont formulées en termes suffisamment généraux pour ne pas obliger les pays industriels à des engagements dépassant ceux qu'ils avaient déjà contractés auparavant, à la V[e] CNUCED à Manille (1979) ou à la conférence de Paris sur les PMA (1981).

• Dans le domaine des *produits de base,* la résolution demande *instamment* que le Fonds commun de stabilisation commence à fonctionner *de préférence* avant 1984 (fonctionnement très difficile faute de ratification par les Etats-Unis et par l'URSS). L'aide supplémentaire à demander au FMI pour compenser les déficits d'exportation fera simplement l'objet d'un groupe d'étude (auquel les Etats-Unis sont opposés). Quant au STABEX (système européen de stabilisation des recettes d'exportation), la délégation française n'a pas réussi à obtenir son extension à l'ensemble des PMA.

• S'agissant du *commerce,* pourtant point-clé de Belgrade, d'interminables débats sur le protectionnisme n'ont abouti qu'à une recommandation reprenant les conclusions de Williamsburg : coup d'arrêts et démantèlement des obstacles commerciaux mais seulement au fur et à mesure de la reprise.

• Dans le domaine *monétaire et financier,* autre terrain de bataille de la France, les pays industriels se sont contentés de réaffirmer leurs engagements antérieurs, soit de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement « *d'ici* 1985 *et, en tout état de cause, avant* 1990 », dont 0,15 % au profit des PMA, également « *d'ici à* 1985, *ou aussitôt que possible après cette date* ». Les Etats-Unis, traditionnellement opposés aux objectifs chiffrés et datés, les ont rejetés.

Les 77 demandaient un rééchelonnement général ou un allègement de leurs dettes publiques, ce qui était sans doute beaucoup et pas nécessairement « équitable » si on compare le Brésil et la Haute-Volta. Cette proposition n'a pas été retenue, ni non plus celle d'une remise globale de la dette (5 milliards de dollars) aux PMA, mais seulement une remise « *tenant compte de leur situation et de leurs besoins particuliers* ». N'a pas été considérée non plus la proposition du secrétariat de la CNUCED concernant un programme supplémentaire d'urgence de deux ans, d'un montant minimum de 70 milliards de dollars.

La résolution adoptée sur le *transfert de technologie* vise à favoriser l'accès des pays en développement aux diverses technologies, mais le groupe B a refusé d'y introduire un code de conduite sur le commerce des produits pharmaceutiques qu'il estime de la compétence de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

• Enfin, la conférence a adopté une *déclaration sur la situation économique mondiale* reprenant plusieurs positions essentielles des 77, en particulier sur le caractère structurel de la crise, l'incertitude de la reprise à court terme et le fait que le redressement économique dan sles pays développés « *ne suffira pas à lui seul à assurer le développement de l'ensemble des pays* ». Les Etats-Unis se sont dissociés de ce texte qu'ils ont trouvé « *trop négatif, trop unilatéral, trop idéologique* ».

Malgré une convergence de façade gagnée de haute lutte aux toutes dernières heures, les 77 ont tenu à déclarer solennellement à la fin des travaux que « *les résultats enregistrés ne représentent qu'une progression très faible par rapport aux positions acquises lors des précédentes CNUCED* » et que celle-ci « *avait raté une occasion historique de contribuer de manière significative au développement et à la reprise économique mondiale* ».

La première responsabilité de cette situation incombe à l'évidence au groupe B qui s'est trouvé dans l'incapacité d'entraîner les plus « durs » de ses membres. Mais il serait naïf de passer sous silence le rôle volontairement marginal du groupe D. Quant aux 77, s'il est vrai que leur front unitaire n'a pas été rompu, ils ont montré une faiblesse certaine devant les refus du groupe B d'avancer dans la négociation : leur dépendance par rapport aux pays développés ou leurs intérêts divergents ont empêché les « Grands » (tels l'Inde, le Brésil, le Mexique, le Nigeria...) de peser ensemble pour faire plier les « durs » d'en face.

examen de conscience

Cela dit, les gouvernements du groupe B sont aussi l'émanation de leurs peuples. Comme le disait un délégué de la commission des communautés européennes : « *Malgré la plus grande ouverture, aucun de nos pays ne peut actuellement accéder aux demandes concernant le démantèlement systématique des barrières commerciales à l'entrée des produits du Tiers monde sans provoquer une levée de boucliers des syndicats.* » Au-delà des syndicats, il s'agit en fait de toutes les forces sociales de changement. Celles-ci étaient représentées à Belgrade par de nombreuses ONG (Organisations Non-Gouvernementales) dont plus d'une cinquantaine d'ONG de développement, comme, pour la France, le CCFD et le CRID (Centre de Recherche et d'Information sur le Développement). Leur présence voulait signifier que les peuples n'étaient pas seulement représentés par les délégations officielles mais aussi par le monde associatif, tissu de la vie démocratique. Ces ONG ont beaucoup travaillé à Belgrade, pour s'informer et montrer qu'elles étaient parties prenantes des questions en débat comme pour faire connaître leurs positions aux délégués officiels et éventuellement peser sur leurs décisions. Cependant les résultats de cette VI[e] CNUCED montrent la longueur du chemin à parcourir pour que la solidarité internationale soit autre chose qu'une référence rituelle dans les discours de ceux qui nous gouvernent.

elle est partie...



Le 11 octobre, Jacqueline BORNAND a quitté Genève pour rejoindre la mission catholique de N'Délé en REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. Elle soignera les handicapés physiques par l'appareillage et la rééducation et fera aussi de l'éducation sanitaire. Ce projet est soutenu également par le Conseil œcuménique des Eglises.

Son adresse : Mission catholique, N'Délé, République Centrafricaine

ils sont rentrés...

Pascale et Bernard PRETOT-BILAT, le 15 octobre. Pascale, infirmière, a travaillé au Centre de santé de Sokodé au TOGO, tandis que Bernard a organisé la librairie du diocèse, tout en formant le personnel togolais.

Leur adresse : 2725 Le Noirmont

mariage

- *Le 22 octobre, Marie-Antoinette DUTOIT, ancienne volontaire au TCHAD, épouse Noël NJEKERY à Lausanne*
  Leur adresse : 14, ch. des Faverges, 1006 Lausanne

naissance

**Cédric Amaël, né le 29 septembre, au foyer de Danielle et Bruno PERROULAZ-GAILLARD, 34, ch. de la Gradelle, 1224 Chêne-Bougeries*

décès

+ Le 14 septembre, Mme Lucie ALLIMANN à Undervelier, mère de Geneviève ALLIMANN, ancienne volontaire en COTE D'IVOIRE

FORMATION A LA CONDUITE DE REUNION
ET ANIMATION DE GROUPES I

9 soir, 10 et 11 décembre 1983

S'adresse — A toute personne qui anime ou participe à des groupes divers

Objectifs — Réflexion sur l'animation et le fonctionnement d'un groupe par des exercices pratiques se référant autant que possible à la vie du groupe que nous constituerons.

Travailler divers supports et diverses méthodes d'animation

La place de l'animateur, son rôle.

L'origine et les conséquences des prises de position des uns et des autres

Quelle pédagogie développons-nous ?

Le programme du stage est établi avec les participants à partir de leurs demandes.

LIEU : Longirod (Jura vaudois) — PRIX : (indicatif) Fr. 80.-

ANIMATION : Gilbert Zbären — nbre max. 15 personnes

Inscription : à retourner à GVOM, p.a. Gilbert Zbären, Rte de Lausanne 10, 1033 CHESEAUX, dès que possible

APT Aide personnalisée temporaire

En juillet dernier, nous vous avons annoncé la pose des premières pierres, un numéro de téléphone, une adresse. Aujourd'hui, après quelques mois de fonctionnement, notre fichier de personnes cherchant du travail augmente de jour en jour, preuve que nous sommes au cœur d'un problème important.

Les personnes qui s'adressent à nous le font pour plusieurs raisons :
- un endroit de plus où s'inscrire, donc une chance de plus de trouver peut-être du travail,
- discussion avec quelqu'un de sa situation de chômeur ou de sans emploi,
- recherche d'un travail à temps partiel,
- un nombre croissant de réfugiés nous contactent en vue d'un soutien dans leur recherche d'emploi.

Notre but est d'offrir du travail temporairement, dans des activités diverses, en guise de dépannage. Nous constatons pour le moment que les offres de travail sont maigres, ce que nous espérons accroître par un regain de publicité.

Plusieurs personnes ont par contre retrouvé un emploi fixe par l'intermédiaire de APT, ce qui est chaque fois une victoire pour nous !!!

Par la suite, nous espérons mettre en relation les différentes personnes à la recherche d'un emploi, chômeurs ou non, de leur permettre de sortir de leur isolement.

APT, ce n'est en tout cas pas (encore ?) une institution, mais quelque chose qui bouge, qui se cherche... pardon, le téléphone sonne (c'est le 20.30.00)...
A une prochaine...

Marina MARKEVITCH

Il semble temps de dire ce qu'est devenu le comité suisse.

Il reste composé d'anciens volontaires, pour la plupart. Il n'y a toujours pas de permanent, et le travail se fait par les membres du comité, bénévolement. Avantages : souplesse et cohésion. Désavantages : le travail ne peut se faire toujours aussi vite qu'il le faudrait.

Les deux axes choisis restent la base de notre action :
- un travail dans le tiers monde, mais aussi chez nous, dans la mesure où il y a aussi des situations insupportables et qu'il faut également œuvrer au niveau des causes;
- une action au niveau de la non-violence, avec l'approche chrétienne de la non-violence, qui est la nôtre dans des groupes où l'approche n'est pas toujours la même.

Les membres du comité n'étant pas très nombreux, ce qui a été fait au niveau de la non-violence était plutôt de l'appui à ce qui se fait par ailleurs en Suisse, manifesté par exemple par la présence d'un volontaire au Comité d'initiative pour un authentique service civil. Malheureusement, plus aucun volontaire suisse n'est parti pour un projet en Europe ou aux USA depuis un certain temps.

Au niveau tiers monde, par contre, les choses changent. Les principaux projets pour les volontaires suisses ont été pendant longtemps au Maroc, pour des raisons que ceux qui connaissent l'histoire d'EIRENE comprennent bien. A la fin des projets mis en place avec l'Entraide nationale, il n'était ni simple ni évident de pouvoir entreprendre de nouveaux projets. Il n'y en a plus qu'un (Ain Chok, hôpital pour lépreux), comportant de la mécanique, de la menuiserie et des travaux féminins.

Le comité élargi fonctionne comme "Commission Maroc", chargée d'évaluer les projets futurs présentés.

La famille Stefani est partie à Saint-Louis/Sénégal, pour travailler au "Domaine industriel", structure d'accueil pour les Petites et moyennes entreprises, pour l'amélioration de la technique artisanale, l'introduction de nouveaux produits, le développement de nouvelles méthodes notamment. C'est le premier projet EIRENE au Sénégal.

De nouveaux projets posent plus de questions : ce sont ceux du Tchad. Geneviève Pillet a déjà été engagée comme coordinatrice et animatrice. Un accord de coopération a été signé avec le gouvernement. L'objectif principal : faire se connaître, se rencontrer, se visiter des groupes de base qui travaillent dans le même sens. Deux autres volontaires devraient partir dans le cadre d'une animation sanitaire, dans la région de Djouman. Ce projet a pour but l'amélioration des conditions sanitaires en portant l'accent sur la médecine préventive, et en prenant en compte les problèmes de médecine curative au niveau d'un programme de pharmacies de villages et d'une formation de secouristes. Le projet présent de la coopérative de tisserandes continue et le volontaire actuellement en place devra être remplacé.

Pour le Tchad, la situation politique du moment pose passablement de questions et la décision d'envoi des volontaires sera prise sous peu. Ils sont informés des événements et pourront décider de partir en connaissance de cause. Cette situation a aussi pour effet que le financement n'est pas assuré. Mais nous pensons que ce sont des mouvements comme EIRENE qui peuvent et doivent prendre des risques. Dès que la décision aura été prise, nous ouvrirons un compte spécial, pour soutenir les volontaires et leur permettre de travailler dans ces circonstances, même si des gouvernements ou des organisations hésitent.

Il se passe donc des choses à EIRENE, qui nous obligent à compter sur l'appui d'une base, puisque nous pensons devoir aller de l'avant.

Alain SCHWAAR

Vous avez envie de

partager ...

découvrir ...

agir ...

Mouvements | Tiers-Monde | ici | ? | Quart Monde | Paroisse

Mais où entrer ?

Nous sommes un petit groupe d'anciens volontaires. Depuis notre retour nous nous sommes engagés dans différentes actions du quotidien. Maintenant, nous souhaiterions aller plus loin avec d'autres.

Si vous avez trouvez une bonne porte pour vous et que vous voulez nous aider à choisir

où

Si comme nous, vous vous sentez un peu perdus, ne vous „em-portez" pas !

Envoyez un petit mot à : Pia et Jean-Claude Chamorel, ch. du Parc de Valency 3, 1004 Lausanne

Nom : .... Prénom : ....
Adresse : ....

LETTRES D'OUTRE-MER



NICARAGUA : LA GUERRE AU NORD

En illustration du climat de guerre régnant à la frontière nord du Nicaragua (cf. DIAL D 874), voici un témoignage sur l'enlèvement et l'assassinat d'un couple volontaire de la cueillette du café dans cette région. Enlevés en décembre 1982 par un commando antisandiniste opérant à partir du Honduras, Felipe et Maria Eugenia Barreda étaient membres du Conseil pastoral du diocèse d'Estelí. L'annonce officielle, le 16 juillet 1983, de leur assassinat au Honduras, a semé la consternation et suscite de nombreuses réactions dont nous donnons un exemple.

Note DIAL

Estelí, Nicaragua,
le 16 juillet 1983

Les communautés chrétiennes du diocèse d'Estelí
aux communautés chrétiennes du Nicaragua
et du monde entier,
ainsi qu'aux hommes de bonne volonté

Nous reprenons aujourd'hui contact avec les communautés, institutions et peuples amis que nous saluons en frères, et que nous voulons remercier pour les signes de solidarité et de soutien donnés au cours des rudes épreuves auxquelles ont été dernièrement soumises notre foi et notre pratique chrétienne.

C'est avec une profonde douleur, et comme à des frères très chers, que nous vous faisons part d'une nouvelle reçue aujourd'hui 16 juillet, date du 4e anniversaire de la libération de notre ville : l'annonce officielle que nos frères Felipe et Maria Eugenia Barreda ont été assassinés. Cela faisait plusieurs mois qu'ils avaient été enlevés et avaient subis depuis d'innombrables tortures par la contre-révolution qui attaque notre révolution nicaraguayenne à partir du territoire hondurien et avec le soutien du gouvernement des Etats-Unis.

Leur martyre s'inscrit dans la suite de dates marquantes que nous tenons à vous faire connaître.

Felipe et Maria étaient, avant 1968, des gens fortunés ainsi qu'il est courant dans les milieux nicaraguayens, et des chrétiens traditionnels tels qu'on les voit dans les fêtes paroissiales où ils viennent par dévouement.

Le 27 juin 1968, la vie de ce couple est transformée par la rencontre du Seigneur à l'occasion d'une session des Cours de chrétienté. Leur famille, leurs amis et la société sont témoins du changement qui s'opère en eux. Les quartiers populaires d'Estelí et les communautés rurales voisines peuvent chaque jour prendre la mesure de leur engagement chrétien grandissant et de leur effort d'insertion sociale.

Infatiguables serviteurs au service de l'Eglise, ils participent aux différents mouvements ecclésiaux (rencontres de couples, mouvement charismatique, retraites de mariage, rencontres de jeunes), en se donnant surtout aux Cours de chrétienté. La maturité de leur engagement chrétien les conduit à faire partie du Conseil pastoral diocésain.

Fidèles interprètes des normes du magistère de l'Eglise (Vatican II, Medellin, Puebla) et poussés par leur foi en Jésus, ils font leur projet de libération des pau-

vres, au point d'abandonner leur confort et de sacrifier leurs biens afin que ceux dépourvus de chance dans la vie puissent en avoir à leur tour. Tel est le chemin qui les conduit à la militance révolutionnaire, dans une heureuse synthèse qui montre par leur vie qu'il n'y a pas contradiction entre la foi chrétienne et notre révolution.

Aussi, en décembre 1982, en réponse à l'appel des dirigeants de notre révolution demandant des volontaires pour la cueillette du café, le couple se joint aux milliers de cueilleurs dans la certitude que sa modeste collaboration se transformera en santé, en éducation, en logement et, surtout, en espérance de vie pour les plus pauvres, comme l'écrit "Mary" dans la lettre qu'elle a laissée pour sa communauté du quartier Omar Torrijos.

Plusieurs de nos paroisses et nombre de dirigeants des mouvements chrétiens au plan national sont témoins que Felipe et Mary n'ont jamais pris d'engagement par moitié. Ils voyageaient à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, quelle que fut la distance. Leur générosité et leur disponibilité ont toujours été évidentes, que ce soit dans la militance chrétienne ou la militance révolutionnaire.

Le martyre de Felipe et de Mary n'est que le cas saillant d'une immense armée de martyrs chrétiens révolutionnaires, que nous n'oublions pas pour autant. On compte de nombreux délégués de la Parole, catéchistes et membres des communautés qui, dans la simplicité d'une foi pure et d'une pratique agissante, ont suivi le même chemin : ils ont rencontré l'agression injuste et barbare que l'impérialisme lance contre nous en se servant des anciens gardes somozistes ainsi que du gouvernement et de l'armée du Honduras.

A l'étranger on entend dire que les Etats-Unis et la contre-révolution s'efforcent de sauver le Nicaragua du totalitarisme. Voici leurs œuvres. Et comme dit l'Evangile : "C'est à leurs œuvres que vous les reconnaitrez" (Matth. 7:20).

Avec ce nouveau crime, vous pouvez avoir une idée de ce à quoi nous avons été soumis pendant plus de quarante-cinq ans, tout au long d'une histoire faite d'interventions et d'agressions.

Mais la douleur et la peine ne font aucunement de nous des désespérés car "ni le présent, ni l'avenir, ni les puissances de l'univers, ni aucune créature ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu manifesté dans le Christ Jésus notre Seigneur" (Rom. 8:38-39). Le sang de nos martyrs fructifiera en maturité grandissante de l'engagement chrétien. Ainsi pourrons-nous tenir dans la faiblesse et relever le défi que l'histoire nous lance sur l'édification d'une nouvelle société dans notre continent.

A titre de joyeuse nouvelle de résurrection, après le calvaire de nos frères, voici que nous célébrons le quatrième anniversaire de notre révolution populaire sandiniste, avec de nombreuses réalisations de justice en faveur de ceux qui, dans ce pays, ne s'étaient jamais trouvé assis à la table de l'histoire mais qui, aujourd'hui, y font irruption avec toute la force de l'Esprit.

Pour tout ce sang versé, pour toute cette espérance caressée, nous vous demandons, comme on le demande à un frère, de nous accompagner et de nous exprimer votre solidarité chrétienne par des gestes comme ceux que nous suggérons ici :

1) Qu'il y ait dans vos communautés des campagnes de prière, pour que le Seigneur écoute le cri de ce peuple et que les menaces de guerre s'éloignent.

2) Que vous demandiez à vos gouvernements d'appuyer les demandes du Nicaragua et des pays amis dans le sens d'une suppression des agressions militaires et économiques dirigées contre nous (il y a actuellement des navires de guerre des Etats-Unis au

large de nos côtes).

3) Que, par le biais de vos ambassades, vos communautés interrogent le gouvernement hondurien sur ce qui a été fait de nos frères pour lesquels notre évêque, le nonce apostolique, des membres du Congrès des Etats-Unis et tant de groupes chrétiens ont déjà intercédé.

4) Que vos communautés fassent connaître le martyre de ces frères comme signe de l'agression réelle dont les Nicaraguayens sont victimes.

5) Que vos communautés demandent à leurs évêques et à leurs pasteurs de faire entendre leur voix en écho à notre cri en faveur de la paix.

Nous vous embrassons dans la confiance et dans la foi au Christ, Seigneur de la vie et de l'histoire.

Paroisses de :

Jalapa
Totogalpa
Limay
Pueblo Nuevo
La Trinidad
Palacaguina
Condega
Estelí
Murra
Jicaro
Quilali
Wiwili
Ocotal
et San Nicolas

Tiré de DIAL - Diffusion de l'Information sur l'Amérique latine



(Gilles Peress-Magnum)

Témoignage de Rigoberta Menchu

L'évocation de la vie quotidienne d'une Indienne guatémaltèque est un récit picaresque foisonnant d'expériences insolites et de détails atroces. Dans son témoignage passionnant, recueilli par Elisabeth Burgos, la catéchiste Rigoberta Menchu rappelle, avec une rare puissance narrative, les pratiques culturelles de son peuple et l'ordinaire des luttes contre une armée qui a massacré presque toute sa famille.

Lors d'une attaque contre un village, un soldat, pris dans un piège rustique, est fait prisonnier par les paysans qui entreprennent de dialoguer avec lui...

(...) Comment est-ce possible qu'un soldat soit comme ça ? Et les compagnes qui étaient enceintes ont eu à lui expliquer, à ce soldat, qu'elles attendaient un enfant d'un soldat. Mais qu'elles ne se sentaient pas capables de donner la vie à un sang comme celui qu'a un soldat. C'est-à-dire que, pour un indigène, c'était quelque chose comme un monstre, qu'il ne supportait pas. Alors le soldat s'est mis à pleurer et il a dit : « Ce n'est pas ma faute. Ils m'envoient. Avant de venir ici, ils nous ont obligés, et si nous n'obéissons pas, ils nous tuent. Nous sommes sous les ordres d'un capitaine, et c'est lui qui nous fait agir. Et si je m'en vais de l'armée, de toute manière je suis un ennemi du peuple, et si j'abandonne mes armes, je suis un ennemi de l'armée. Alors s'ils ne me tuent pas d'un côté, ils me tuent de l'autre. Je ne sais plus quoi faire », il a dit. Alors nous lui avons dit qu'à partir de maintenant, si pour lui c'était difficile, qu'il essaye de se cacher ou de se trouver quoi faire, mais qu'il ne soit pas un criminel, comme l'armée. Et lui nous a expliqué beaucoup de choses sur les tortures qu'il subissait dans la caserne. Et il disait : « Dès le premier jour, quand je suis arrivé à la caserne, ils m'ont dit que mes parents étaient des idiots » ; et lui aussi, comme il était indigène. « Mes parents sont des idiots parce qu'ils ne savent pas parler, qu'à moi ils allaient m'apprendre à parler comme doivent parler les personnes. Alors ils ont commencé à m'apprendre l'espagnol et ils m'ont donné une paire de souliers, que j'ai eu du mal à m'en servir, mais malgré ça, je devais les porter, à force de coups. Ils me battaient pour que je m'habitue. Ensuite ils me disaient que je devais tuer les communistes de Cuba, de Russie. Je devais les tuer tous et c'est alors qu'ils m'ont donné une arme. » Et nous autres nous lui demandions : « Et qui est-ce que tu tues avec cette arme ? Pourquoi est-ce que tu viens nous chercher nous ? » « C'est qu'ils te disent que si ton père ou ta mère sont contre toi, cette arme doit aussi servir pour les tuer. Moi je me sers de l'arme comme ils m'envoient le faire. Tout ça, ce n'est pas de ma faute. Ils m'ont attrapé dans le village. » Il pleurait, et ça nous faisait même pitié, parce qu'on est des hommes.

★ Elisabeth Burgos : *Moi, Rigoberta Menchu (Une vie et une voix, la révolution au Guatemala)*, col. « Témoins », Gallimard, Paris, 1983, pp. 206 et 207. Monde dipl. sept. 83



Une autre façon de voir le monde

Se mettre sur un nuage et rêver
Se regarder dans le miroir du Bonheur
Se frotter contre le soleil pour se réchauffer le cœur
Se parler avec des mots simples et tendres
Se ranger dans un coin du ciel
Se casser du monde trop sérieux
Se prendre dans le filet de la liberté
Se faire une idée d'un monde nouveau
Se faire un ami
Se faire oiseau pour voyager
Se mettre à deux pour s'amuser
Se jeter dans la folie
S'engager, il le faut
Se battre, peut-être
Se mettre dans un bain de rosée pour
se laver des idées noires
S'emballer pour vivre libre
Se donner du mal pour faire comprendre aux autres
et même si l'on a perdu, s'efforcer de se dire
que l'on a gagné.

Christine, 13 ans

CCFD Info
sept. 83



A commander à : INTERROGATION, ch. des Croix-Rouges 16, 1007 Lausanne, en indiquant vos nom et adresse. Paiement à réception : 5.- (+ port)

J.A. 2056 DOMBRESSON

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Atelier offset J.-D. Perrin – Av. Morges 161 – 1004 Lausanne